

Cyber-espionnage : qui sont les industriels chinois accusés par les Etats-Unis ?

LES EXPERTS DU NUMÉRIQUE, CYBERSÉCURITÉ, CHINE |

PUBLIÉ LE 20 MAI 2014 À 10H59



Le 19 mai, le département de la Justice des Etats-Unis a mis en accusation des militaires chinois pour cyber-espionnage économique. A cette première mise en accusation nominale d'exécutants s'ajoute la première désignation de bénéficiaires de leurs actions, qui ne sont pas nommés, mais faciles à identifier à partir des indications publiées. Ces commanditaires implicites sont des acteurs de premier plan de l'industrie chinoise.

L'acte d'accusation rendu public par le Procureur général des [Etats-Unis](#) le 19 mai apporte une confirmation officielle à de précédents rapports, émanant d'organismes privés, quant à l'identité des exécutants supposés de la politique de cyber-espionnage chinoise. On retrouve sans surprise l'Unité 61398 de l'Armée populaire de libération, mise en cause notamment par un rapport de la société Mandiant en 2013.

Mais la véritable nouveauté réside dans la mention dans l'acte d'accusation, également, de trois entreprises chinoises désignées comme bénéficiaires, qui ne sont pas nommées (elles sont identifiées comme SOE – pour State-Owned Enterprise, ou entreprise publique – 1, 2 et 3), mais facilement identifiables à partir des informations communiquées.

TECHNOLOGIES NUCLÉAIRES

Le premier accusé implicite, SOE-1, est présenté comme le partenaire du constructeur de réacteurs nucléaires Westinghouse, engagé en 2010 dans le déploiement du modèle AP1000 en [Chine](#). Il s'agit donc de la SNPTC (State Nuclear Power Technology Corp.), créée en 2004, précisément, pour gérer les acquisitions de technologies nucléaires auprès de partenaires étrangers.

L'acte d'accusation, qui attribue à l'un des hackers chinois le vol de données techniques liées à l'AP1000, mais aussi de messages électroniques confidentiels des décideurs de Westinghouse responsables de la relation avec SOE-1, suggère clairement que la SNPTC aurait cherché à obtenir nettement plus que les transferts de technologies convenus avec son partenaire américain.

DIFFÉRENDS COMMERCIAUX

Le deuxième accusé implicite, SOE-2, est présenté comme ayant été impliqué dans un litige commercial avec le sidérurgiste US Steel en 2010 ; et dans un autre avec le groupe ATI (Allegheny Technologies), qui était pourtant son partenaire dans une coentreprise, en 2012. Il est dès lors facile de reconnaître le groupe Baosteel, deuxième sidérurgiste chinois.

Baosteel est effectivement partenaire d'ATI dans une co-entreprise shanghaienne (STAL) dédiée à l'acier inoxydable pour l'industrie automobile ; mais n'en était pas moins l'un des deux demandeurs à l'origine de taxes imposées à deux sidérurgistes américains, dont une filiale d'ATI, ayant motivé une plainte déposée par les Etats-Unis devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2012. Or ces taxes étaient, elles-mêmes, une réaction à des tarifs imposés à plusieurs sidérurgistes chinois, dont Baosteel, à l'instigation de groupes américains dont US Steel.

L'acte d'accusation, qui affirme que des logiciels malveillants ont été introduits dans les systèmes de US Steel en 2010, et des accès confidentiels volés à ATI en 2012, suggère que Baosteel a bénéficié de moyens offensifs et défensifs illégaux dans les deux affaires commerciales qui l'opposaient à des adversaires américains.

INFORMATIONS STRATÉGIQUES ET MANŒUVRES GLOBALES

Le troisième accusé implicite, SOE-3, est présenté comme ayant conclu un partenariat avec le groupe Alcoa en février 2008, avant que le métallurgiste américain soit victime d'un vol massif d'informations commerciales, dont des échanges internes portant sur cette transaction.

On peut identifier ici le groupe Chinalco, numéro un chinois de l'aluminium, qui en février 2008 s'était associé à Alcoa pour acquérir 12% du capital du groupe minier australien [Rio Tinto](#), afin de bloquer son acquisition par son concurrent BHP Billiton.

Les accusations implicites portées par l'exécutif américain suggèrent que le cyber-espionnage est une pratique au service de l'offensive économique globale de la Chine. Baosteel et Chinalco ne sont en effet pas seulement des groupes d'Etat ; mais aussi deux des géants de l'industrie chinoise impliqués dans des opérations de portée globale.

Jean-François Dufour, directeur de DCA Chine-Analyse